

■ Situation de crise à Coulonges. Les riverains accusent les Gitans de perturber leur vie ■ Ceux-ci se défendent vigoureusement ■ Réunion d'urgence hier à la mairie ■ Un relogement ailleurs est à l'étude.



Réunion de crise à la mairie de Coulonges, hier soir. Les habitants du bourg disent qu'ils sont à bout, exigent le départ de la famille.

Photos Romain Perrocheau

Coulonges: le malaise Gitans

Jean-François BARRE
jfbarre@charentelibre.fr

Drame annoncé à Coulonges. L'en-tête du courrier adressé hier aux autorités du département, au syndicat mixte pour l'accueil des gens du voyage, aux élus, à la presse, est volontairement inquietant. Il est signé d'une douzaine de familles d'un bourg de vieilles pierres qui se devrait être un havre de paix. Mais c'est là même qu'à éclaté une violente bagarre, dimanche soir. Une lèvre en sang et trois points pour un riverain. Une tête comme «un compteur à gaz» pour un autre. Du sang dans la cour et des gendarmes qui tentent de ramener l'ordre.

La faute à qui? «Aux Gitans», accusent en chœur les riverains, excédés. Dans le vieux bourg, après trois ans d'une cohabitation qui ne s'est pas toujours résumée à un inquietant Clochemetle, la situation s'est méchamment dégradée. Au point qu'une réunion de crise a été organisée hier soir à la mairie (lire encadré).

Attablé chez Guido Hulsens, son voisin signataire de la lettre, Dominique Santurette craque. L'œil tuméfié, des plates aux bras, des hoquets dans la voix, il raconte

comment dimanche soir, il a explosé, quand une grosse pierre est tombée dans sa courrette, là où jouait sa petite fille de 4 ans. C'était son anniversaire. Une belle journée en famille. «Il était 21 heures. J'ai appelé les gendarmes. Je suis sorti avec un balai.» Il est allé chez la famille Longuet-Michelet. Chez les «Gitans». «Il y avait un jeune. Je lui ai tapé sur l'épaule avec le balai pour qu'il se retourne, qu'il explique. Le geste qu'il ne fallait pas.» Il raconte alors les coups de bâton, les insultes, les crachats, les coups à terre. Le fils du voisin venu «pour raisonner», qui s'est fait frapper. Les gendarmes. Les riverains dans la rue.

La tension à son comble

«On savait que ça allait se produire un jour», lâche, dépité, Guido Hulsens. Les habitants de la route de Vouharte, au-dessus du carrefour des Cinq-Chemins, appuient; ils ont tous des «anecdotes» à rapporter. Les mots sans pot qui déchirent la nuit, le bruit et la musique tard, les menaces, les provocations, les rôdeos en voiture qui laissent des traces de gomme sur l'asphalte tranquille du village. La tension est à son comble, l'exaspération à

» On parle fort mais on n'a plus le droit de parler dehors. C'est notre mode de vie qui leur plaît pas.

fleur de peau. Le drame annoncé n'était pas loin.

«Le Portugais, se défend Catherine Michelet, adossée au mur de la pièce à vivre de la maison où elle vit avec son époux, Pascal Longuet, ses enfants, ses gendres, ses bruts et les petits-enfants. Le Portugais, c'est Dominique Santurette. «C'est sa femme qui est portugaise.» Le malaise est général. «Ils nous airment pas dans le village. Il faut que ça cesse. On n'est pas des chiens.» Et l'incompréhension totale.

Racistes, les riverains s'en défendent avec vigueur. Guido Hulsens est restauré, entouré de sa famille, autour de la piscine, le facteur de flûtes est plutôt tranquille. Serrein. Ouvert. Quand il se plaint de ses voisins qui ont mis une semaine à déssoser un fourgon à la disquense, il souligne qu'il avait lui-même donné l'outil. «La semaine dernière encore, je gonflais les pneus des vélos des enfants. Je suis l'un des derniers à avoir maintenu le dialogue. Jusqu'à ce que je me fasse bouculer la semaine dernière parce que j'avais demandé de baisser la musique.» La goutte en trop, avant l'étrincelle de dimanche.

«Je ne sais pas ce qu'on leur a fait, s'étonne Catherine Michelet. On parle fort mais on n'a plus le droit de parler dehors.» «C'est notre mode de vie qui ne leur plaît pas», lance Angelo, son fils, en grattant un air manouche sur sa guitare.

«Ca a commencé avec les moby-lottes, quand un cousin est venu nous voir. Il fallait bien qu'il passe devant chez l'autre. Ce qui est embêtant, c'est qu'on a une histoire avec un gars, et c'est tout le village qui vient. On fait que se défendre.» Ils disent qu'ils n'ont pas de fusil, que les balles que «le Portugais» dit entendre siffler, c'est des histoires. «Tout le monde est contre nous. Le maire aussi.» Même la voisine avec qui cela avait plutôt bien démarré, s'est détournée.

«Le village, il a le diable»

En fait «tout est parti quand la famille s'est mise à leur rendre visite», explique Patrick Berthault, le conseiller général appelé à la rescousse par le conciliateur. «Ce sont des gens gentils, mais c'est

l'environnement qui fait que c'est le bazar. Les riverains ont mal supporté, et les Longuet-Michelet se sont sentis agressés. Et c'est un vrai souci. Ils ne peuvent plus se supporter les uns les autres. On s'est bien rendu compte que ça montait.»

La solution devrait passer par le conseil général, le syndicat mixte pour l'accueil des gens du voyage propriétaire de la maison, l'association ruffécoise Le Chemin du Hérisson. «Pascal Longuet fait la ferraille. Il lui faudrait un peu de place. Il faut qu'on trouve une solution. Et vite.»

Catherine Michelet a bien pris la mesure de la situation. «On part en vacances, faire les prunes pendant deux mois. Ça va apaiser.» Et, fataliste, elle lâche: «J'ai envie de partir d'ici. Parce que le village, il est pas normal. Il est pas net. Il est bizarre. Il a le diable.»

Réunion de crise à la mairie

Le point de non-retour. C'est le constat, sec et amer, dressé hier soir à la mairie de Coulonges. Il fallait envisager des solutions à un problème «qui s'est envenimé il y a un an et demi», explique Bruno Caffin, le maire de la commune. Autour de lui, Patrick Berthault, le conseiller général, Yves Cassan, le médiateur, Véronique Gueffier, la directrice du syndicat mixte pour l'accueil des gens du voyage, Jessica Barc, la directrice de l'association Le Chemin du Hérisson, face à eux, une vingtaine de villageois, excédés, à cran, à bout, à l'image de Violaine Coppens, la plus proche voisine, celle qui a aidé au départ. Elle est aussi adjointe au maire. «Vous ne comprenez pas. On bosse, on est crevés. On en a marre. J'ai l'impression que vous êtes à l'ouest.» Véronique Gueffier et Jessica Barc ont encadré la charge. Elles sont en première ligne. Le syndicat est propriétaire de la maison, l'association assure le suivi social «et n'a jamais eu de problème avec eux». Mais elle en convient aussi. «Cela s'est cristallisé. Plus ils vont se sentir exclus, plus ils vont faire en sorte que cela ne se passe pas bien.»

Il fallait le temps de l'extinction. Pour un seul message, abrupt: «Il faut qu'ils parlent.» Patrick Berthault en a convenu. Tout le monde est d'accord, y compris la famille. Reste à trouver une solution de relogement. Le directeur de cabinet du préfet a été avisé hier. La solution au problème s'est dessinée. Couperet; l'expulsion. «Il faut des courtiers. La procédure risque d'être longue.» Et la sortie de crise compliquée. Une première solution, dans le bourg de Vervant, dans des conditions similaires avait échoué.

Patrick Berthault a tenté de jouer les bons offices. Avec Véronique Gueffier et Jessica Barc, il est allé, à l'issue de la réunion, rendre visite à la famille, tenter de convaincre de trouver asile dans la famille, de devancer la procédure. Une ultime médiation pour éviter un embasement du village.



En plein cœur du bourg, le malaise s'est cristallisé autour de la famille de Gitans.